

Lundi, 3 avril.

Prix : 10 cent.

1^{re} Année, N° 26.

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

ON S'ABONNE A PARIS :

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

S'adresser pour l'administration au citoyen **Soulier**, directeur-gérant ;
Pour la rédaction au citoyen **Canavine**, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 46. (Affranchir.)

Paris, 3 avril.

QUE CEUX QUI ONT DES OREILLES ENTENDENT.

Nous l'avons déjà dit : « Les riches et les habiles n'ont nul droit de s'imposer au peuple, sous quelque prétexte que ce soit. » Les derniers événements ont montré quelle est la portée de leur intelligence en déchirant ce masque qui ne voilait qu'une pénurie complète d'idées. Quant à leur caractère, égoïsme, vanité, passions mesquines, mépris du sentiment national, tels en étaient les éléments. Et tous, sans exception, Thiers, Guizot, Barrot, Duchâtel, Molé, Louis-Philippe, personnifient un vaste système d'impuissance intellectuelle et morale. O grands hommes qui pendant quinze ans, risée de toutes les diplomaties, nous aviez menés vers des abîmes d'ignominie que l'homme ne connaissait pas encore, vous vous vantiez d'avoir réduit la France à l'immobilité. Le géant n'a eu qu'à se soulever pour vous remettre au fond de vos caves. Trop indulgent pour vous anéantir sous la pression de sa main puissante, il se contentait de vous couvrir de mépris et d'oubli. Bon et grand peuple, confiant dans sa destinée, il croyait encore à votre loyauté et absolvait les vaincus.

Ils n'en ont pas voulu de ton pardon magnanime, ni de la réhabilitation que tu leur offrais. La République les avait foudroyés; mais tu ne voulais pas que comme en 93, comme en 1850, la foudre remontât au ciel après avoir un instant illuminé le monde. Tu voulais garder en toi le feu sacré de l'avenir, l'esprit nouveau que le despotisme s'efforce en vain de ternir de son haleine immonde. Tu demandais leur concours à ces riches pour fonder l'édifice de la démocratie, le seul temple possible désormais, celui qui sera bâti avec les matériaux de tous les temples. Travailleurs, vieillards, enfants et femmes, tous donnaient leurs sueurs, tous offraient leurs bras, tous jetaient dans le tronc de la démocratie l'obole qui y tombait sous le regard de Dieu! Admirable spontanéité française! enthousiasme saint qui agitait les âmes d'une commotion électrique! spectacle le plus beau des spectacles qu'on ne pouvait voir sans verser des larmes!

Quel cœur de pierre pouvait se soustraire à l'influence de l'exemple donné par le prolétaire? Toutes les mains auraient dû se serrer, toutes les âmes se confondre dans un même sentiment, tous les yeux se lever au ciel pour y rencontrer l'œil visible de Dieu!...

Et cependant il y eut des mains qui se refusèrent à l'étreinte fraternelle, des yeux qui se détournèrent, des âmes qui restèrent fidèles à leur vieil égoïsme. Il y eut des hommes qui relèverent leur tête hideuse de cupidité; la réaction des appétits grossiers agita soudainement les esprits et parcourut les provinces. Paris donnait au monde l'exemple de l'abnégation et du dévouement poussé jusqu'à l'héroïsme; Paris voulait que la France fût grande, généreuse, unie dans son patriotisme; on l'accusa de tyrannie... Paris se sacrifiait pour organiser la République, on l'accusa de viser au monopole, et l'on cria à la dictature de la capitale.

Et les habiles et les poltrons, et les philipistes et les carlistes sortirent de leurs caves...

Voilà trois semaines qu'ils glapissent autour de nous et nous enlacent de leurs intrigues et de leurs complots, en criant avec impudence *Vive la République*. Hommes égoïstes, vous n'êtes et ne serez jamais que des infâmes, car l'égoïsme par ces temps-ci c'est de l'infamie!

Riches, pensez-y: votre salut est en vos mains. Dépouillez votre indifférence; elle est imprévoyante, elle est impie. Craignez de tomber les premiers dans l'abîme que l'égoïsme ouvre sous vos pas. Les pauvres vous ont donné l'exemple. Chaque jour ils apportent leurs offrandes à la République, qui seule peut nous sauver tous. N'êtes-vous pas remués au fond de vos splendides demeures quand vous entendez un tambour et qu'on vous dit : « Ce sont des ouvriers qui passent et vont offrir à la République une portion de leur mince salaire ? »

Ils donnent tout à la République, biens, corps, âmes... Riches, ne ferez-vous rien pour elle? Notre devoir, à nous hommes des barricades, est d'avertir le Gouvernement provisoire des dangers qui menacent la France et l'humanité. Nous n'y manquerons pas.

Qu'il veille; le peuple veille avec lui... jusqu'à l'Assemblée nationale.

Le peuple se résigne provisoirement.

PRÉFECTURE DE POLICE.

Le citoyen préfet de police, informé que plusieurs personnes porteurs de cartes délivrées à la préfecture pour le service intérieur se sont servis de ces cartes pour pénétrer dans les lieux publics et se prévaloir même d'une délégation d'autorité qu'il n'a jamais eu l'intention de concéder, croit devoir informer ses concitoyens que ces cartes sont exclusivement destinées à assurer la libre circulation dans l'intérieur de la préfecture de police. Un *manuscrit spécial* serait délivré pour tout autre service.

Les hommes lettrés sans emploi sont invités à se réunir mardi 4 avril, à dix heures du matin, sur la place de la Révolution, près le Garde-Meuble, pour faire une démarche collective auprès du Gouvernement provisoire et se constituer ensuite en société fraternelle.

A TOUS MES FRÈRES DE L'INDUSTRIE

Les délégués des clubs de Paris m'ont appelé à faire partie du bureau formé pour le comité révolutionnaire. Je n'accepte cette marque d'estime de tous mes concitoyens qu'à la condition expresse que je pourrai toujours, comme par le passé, défendre les droits du peuple et particulièrement de nous tous ouvriers que l'on nommait, il y a si peu de temps, les parias du pays légal. J'ose espérer, frères, que vous ne m'abandonnerez pas dans cette mission difficile et que je pourrai trouver parmi vous tous les conseils dont j'ai besoin.

Du courage et de la persévérance, et dans quelques jours ceux qui rêveraient encore la ruine des principes de la démocratie seront confondus.

Salut et fraternité.

Adrien DELARUE,
ouvrier ébéniste.

Les soussignés blessés de février viennent d'assister à une réunion qui avait été provoquée, par un avis inséré dans les journaux, par les soins d'un homme qu'ils ne connaissent pas. Cette assemblée, à la tête de laquelle se sont placés des gens que les soussignés désavouent dans leurs sentiments, s'est constituée et a formé une commission dans le but de contrôler les opérations de la commission instituée régulièrement par le Gouvernement provisoire pour faire la répartition des récompenses nationales, sous le prétexte que cette commission ne faisait pas justice à des réclamations légitimes.

Les soussignés désapprouvent complètement le but de cette réunion, et déclarent qu'ils n'attribuent qu'à de faux motifs les décisions qui ont été prises dans l'assemblée sus-indiquée, reconnaissant que la commission du Gouvernement leur paraît offrir toutes les garanties désirables pour une répartition juste et équitable.

Les délégués des blessés de février,
GUY (Charles), avocat,
BAILLEUX (Victor).

La candidature du citoyen Eugène Lhéritier a été franchement attaquée par des électeurs qui réclament de nous les renseignements nécessaires en pareil cas. Voici notre réponse : « Le candidat dont il est question siégait d'abord aux *Amis du peuple*; mais à mesure que la monarchie gagnait du terrain, le citoyen Eugène Lhéritier se rapprochait d'elle tant et si bien, qu'après avoir passé par le *Petit Moniteur ministériel*, il vint lourdement faire chute au beau milieu du journal *l'Epoque*, à côté de ce fils de gentilhomme souffleur de bouteilles ayant nom Granier de Cassagnac.

« Depuis longues années, Eugène Lhéritier était connu comme un transfuge républicain. C'est là un fait de notoriété publique. »

Les grades de colonel et de lieutenant colonel de la 2^e légion paraissent assurés aux républicains. Le citoyen Cisset, porté comme lieutenant-colonel, l'emporte de beaucoup sur son compétiteur le citoyen Delaage, légitimiste rallié, dit-on, et ayant possédé les bonnes grâces du duc d'Aumale, assez triste recommandation sous la République.

La candidature au grade de capitaine d'état-major paraît définitivement acquise au citoyen Monginot. On ne saurait faire un meilleur choix.

LA FÊTE DES TRAVAILLEURS.

Deux mille cinq cents citoyens des écoles se sont réunis aujourd'hui sur la place du Panthéon pour célébrer la fête des travailleurs. Un grand nombre d'ouvriers se sont joints à eux, et musique et tambours en tête la colonne s'est rendue au Champ-de-Mars, en suivant les quais et passant la Seine au pont d'Iéna. Arrivés au théâtre de la fête, ces jeunes citoyens se sont

répartis sur toute la plaine, et s'armant de pelles et de pioches, ils ont remué la terre des tertres pendant une demi-heure. Cela se faisait au roulement du tambour et aux joyeux frémissements de la *Marseillaise*, qui ondulait d'un bout du Champ-de-Mars à l'autre comme un souffle d'amour et de fraternité. Un panier tricolore a circulé ensuite parmi les rangs des travailleurs; tous y ont jeté leur patriotique offrande.

Après avoir fraternisé, ouvriers et étudiants se sont reformés en colonne pour se rendre par les boulevards à l'hôtel de ville.

Nous racontons cette journée sans le moindre commentaire. A nos yeux, c'est une des plus belles et des plus significatives de notre révolution. Malheur à ceux qui n'ont pas de l'admiration pour ces merveilles de la fraternité! Leur âme est fermée aux plus hautes perceptions de ce monde.

ARMÉE.

On assure que des ordres viennent d'être expédiés aux divers régiments pour la formation de bataillons de guerre. Il est aussi question de l'achat de 15,000 chevaux destinés à 16 escadrons de guides de l'état-major, qui se recruteraient de soldats pris dans les divers régiments de cavalerie et des débris de l'ex-garde municipale. (*L'Indépendant de Toulouse*.)

— La mesure prise en faveur des élèves de la première division de l'école militaire de Saint-Cyr paraît définitivement arrêtée, et plusieurs des jeunes gens qui en font partie auraient même déjà, dans leurs mains, leurs brevets de sous-lieutenant. La deuxième division rentrera à l'école le 15 avril pour y reprendre le cours de ses études.

Le citoyen Germain Sarrut, ancien rédacteur en chef de *la Tribune*, le premier journal qui depuis l'empire ait arboré et porté haut le drapeau de la République, est candidat définitif à l'Assemblée nationale pour le département de Loir-et-Cher. Nous voyons avec plaisir cette satisfaction donnée par l'opinion publique aux sacrifices de liberté et de fortune faits par lui à la cause que nous avons enfin fait triompher. Un de ses collaborateurs, M. Boussi, dévoué en même temps à la défense de nos nombreux amis devant les cours d'assises de Louis-Philippe, se présente dans les Deux-Sèvres. Nous espérons que nos amis les républicains de ce département voudront réunir à l'Assemblée nationale ces patriotes de la veille, comme ils étaient réunis dans la presse militante. Leur haute intelligence et leurs profondes convictions, si longtemps éprouvées, doivent être appelées à consolider sur de larges bases notre chère République.

LA RÉACTION ET LA CORRUPTION EN PROVINCE.

Lyon. — L'arrivée du bateau à vapeur *le Vautour* a donné lieu ces jours derniers à une manifestation très-énergique; le peuple a montré aux divers partis qui rêveraient la chute du Gouvernement démocratique que leurs espérances ne sont désormais que pures chimères, et que toute tentative coupable serait suivie d'un prompt châtimement. Voici les faits :

Le *Vautour*, vapeur faisant le service de Valence à Lyon, est arrivé hier au soir portant à l'avant une flamme bleue; au milieu du bateau un individu tenant à la main une sorte de drapeau entièrement blanc d'un côté, portant de l'autre côté, sur le fond blanc, deux petits liserés bleu et rouge. Soit volonté de la personne qui le tenait, soit par l'action du vent, ce drapeau flottait, et sa vue produisit une vive agitation. Les ouvriers de Perrache et tous les passants suivirent le bateau, s'y précipitèrent quand il aborda, arrachèrent le drapeau des mains de celui qui le tenait et entraînaient celui-ci avec le capitaine, l'équipage et tous les voyageurs chez M. le maire provisoire, puis à l'hôtel de ville, où, après les avoir interrogés, on incarcéra la personne qui tenait le drapeau et le capitaine du vapeur; on relâcha ensuite les voyageurs.

Le peuple, après cet acte de justice, foula aux pieds et traîna dans la boue l'objet de tout ce tumulte aux cris mille fois répétés de *Vive la République!* La masse compacte, qui toujours séjourne sur le quai de la Charité, voulait couler bas *le Vautour*. M. Arago, pour empêcher un plus grand mal, fit lire une proclamation par M. Cholat, commandant de la garde nationale, et annoncer que le bateau était saisi par la République. Un écriteau, fixé sur *le Vautour*, calma l'exaspération du peuple, qui a donné une éclatante preuve de son patriotisme. La justice informe.

Nantua. — Des manœuvres réactionnaires agitent, dit-on, ouvertement le département de l'Ain, et plus particulièrement l'arrondissement de Nantua. On parle de promesses et d'achat de voix en faveur d'hommes entièrement dévoués à l'ancien ordre de choses. Signaler ces tentatives contre-révolutionnaires suffira, nous l'espérons, pour les déjouer. Le temps des corruptions est passé, Dieu merci, et nous avons confiance dans le bon sens et la loyauté des électeurs.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE.

Le comptoir national d'escompte a commencé ses opérations le 20 mars.

En onze jours, 22,281 effets sur Paris ou sur les villes dans lesquelles il y a un comptoir de la Banque de France, s'élevant à 11,143,525 fr., ont été admis à l'escompte. Ils ont été présentés par 4,070 industriels ou commerçants.

7,806 effets sur la province, présentés par 520 commerçants, ont été déposés à l'encaissement pour la somme de 5,256,644 fr.

Dans la seule journée du 50 mars, plus de 1,200 personnes ont été admises à l'escompte pour une somme de près de 2,000,000 fr.

Le nombre des actions souscrites, sans y comprendre le montant de la retenue de 5 p. 100 destinée à compléter le capital, s'élève à 6,267 fr., soit 5,153,500 francs.

LA RÉVOLUTION EN EUROPE.

Italie. — La république de Saint-Marc est proclamée à Venise. Venise paraît vouloir s'administrer à part dans ses lagunes. Une estafette, arrivée le 27 de cette ville et adressée à Milan au gouvernement provisoire, a apporté cette nouvelle.

— On écrit de Stockholm, le 21 mars :

« Le 18 au soir, de grands attroupements populaires se formèrent sur le marché Brunkeberg et entrèrent dans la ville. Ils commencèrent à briser les vitres et recurent à coups de pierres les soldats qui voulaient rétablir l'ordre. Plusieurs soldats ayant été blessés, on fit feu, et plusieurs hommes du peuple furent tués. Le roi s'étant présenté lui-même à cheval, la tranquillité fut rétablie à 1 heure du matin. Le 19 il y eut de nouveaux désordres, et les soldats firent usage de leurs armes. Hier le conseil des ministres a décidé que si les désordres continuaient, on emploierait les moyens les plus énergiques et que l'on ferait même usage du canon. Maintenant la tranquillité est rétablie. On ne voit plus que quelques attroupements. Cinquante individus ont été arrêtés, et l'on compte 10 ou 12 morts et 70 à 80 blessés.

Irlande. — Dublin, 29 mars. — Le gouvernement, qui sait tout ce qui se passe, se prépare avec calme à la défense de l'ordre public. La garnison de Dublin est déjà très-forte : des renforts sont commandés ; une partie de Linen-Hall a été louée pour y loger les troupes. Cinquante charpentiers sont à l'œuvre, préparant des logements pour le 52^e régiment, attendu de Liverpool. On dit que le 57^e doit venir d'Angleterre ; une division de la marine royale est attendue de Plymouth à Cove. Un conseil privé auquel assistait le lord-lieutenant a été tenu dans l'après-midi à Dublin Castle. — Le sous-secrétaire, M. Reddington, part ce soir pour Londres.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire.

Voulant donner un témoignage éclatant de la reconnaissance nationale aux familles des citoyens qui ont versé leur sang pour la liberté pendant les glorieuses journées de février 1848,

Décète :

Art. 1^{er}. Tout Français qui, en combattant pour la liberté dans les journées de février 1848 est mort ou a reçu des blessures qui le rendent incapable de servir dans l'armée, donnera droit pour son frère ou celui de ses frères, qui serait appelé par la loi du recrutement, à l'exemption accordée par l'art. 15, paragraphe 7 de la loi du 21 mars 1852 à celui dont le frère est mort en activité de service ou a été admis à la retraite par blessures reçues dans un service commandé.

Art. 2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 1^{er} avril 1848

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire.

Vu l'art. 9 de l'instruction du 12 mars 1848, concernant l'exécution en Algérie du décret du 8 du même mois ;

Vu le décret du 26 mars, qui fixe au 25 avril les élections des représentants du peuple ;

Arrête :

Dans toute l'Algérie, les listes électorales devront être closes, au plus tard, le 20 avril prochain.

Toute liste qui aurait été close avant la notification du présent décret sera rouverte jusqu'à l'expiration du délai fixé ci-dessus.

Le dépôt des listes dans les mairies ou dans les établissements qui en tiennent lieu, ainsi que les rectifications qu'elles peuvent comporter, seront opérées conformément à l'art. 1 de l'instruction du 12 mars 1848.

Fait à Paris en conseil de Gouvernement, le 31 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire.

Vu la loi du 21 mars 1852 sur le recrutement de l'armée ;

Vu la loi du 27 juin dernier, portant qu'il sera fait un appel de 80,000 hommes sur la classe de 1847 ;

Vu l'ordonnance du 8 novembre 1847, qui détermine que les tirages au sort de ladite classe auront lieu pendant le mois de mars courant,

Dit qu'il y a urgence et arrête les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Un conseil spécial de recrutement est institué au chef-lieu de chaque arrondissement pour statuer sur les cas d'exemption et sur la validité des jeunes gens formant le contingent de 1847.

Ce conseil se composera :

1^o D'un officier général ou supérieur ;

2^o Du commandant du dépôt de recrutement ou d'un

officier de gendarmerie ;

3^o D'un membre du conseil général ou d'arrondissement, président.

Un membre de l'intendance militaire ou, à défaut, un officier désigné par le général commandant le département remplira les fonctions de commissaire du Gouvernement.

Le conseil sera assisté d'officiers de santé militaires ou, à défaut, de médecins ou chirurgiens civils.

Art. 2. Les opérations des conseils de recrutement commenceront du 5 au 8 avril prochain et seront closes le 15 du même mois.

Les listes cantonales seront arrêtées à cette époque par les conseils de recrutement et immédiatement transmises au commissaire du département pour être centralisées par lui et remises au général commandant le département.

Art. 3. La mise en activité des jeunes soldats compris sur les listes cantonales pourra avoir lieu d'après les ordres du ministre de la guerre et suivant la répartition par corps qu'il aura arrêtée, à partir du 1^{er} mai.

Art. 4. Toutes dispositions contraires à celles contenues dans le présent décret et applicables transitoirement à la classe de 1847, sont abrogées.

Les ministres de la guerre et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en conseil du gouvernement, le 1^{er} avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

COMMISSION DES RÉCOMPENSES NATIONALES.

Avis important.

Le nombre considérable des citoyens qui viennent à la commission des récompenses nationales remettre personnellement leur demande, souvent même la faire de vive voix, réclamer une réponse, offrir des explications, etc., etc., entrave complètement les travaux de la commission, de sorte que les demandes s'accumulent et ne s'expédient point.

Dans l'intérêt même des citoyens, la commission croit devoir porter à leur connaissance les informations suivantes :

1^o La commission ne recevra les citoyens qui auraient quelques réclamations à faire que les lundis et mercredis, de neuf heures à midi.

2^o La commission s'occupe avant tout et exclusivement d'abord des blessés, des veuves et parents des morts de février, puis des citoyens qui ont pris une part authentique et sérieuse aux événements compris entre décembre 1850 et février 1848.

3^o Les demandes doivent être faites par écrit et déposées purement et simplement dans une boîte préparée à cet effet au Luxembourg.

4^o La commission répondra à toutes les demandes ; les citoyens devront attendre cette réponse.

Ceux que la commission jugera nécessaire d'entendre seront invités à se présenter devant elle.

Les mesures qui précèdent seront rigoureusement observées, parce que cela est dans l'intérêt de tout le monde.

Paris, le 31 mars 1848.

Le président, membre du Gouvernement provisoire, ALBERT.

Commission du Gouvernement pour les travailleurs.

Loi d'usage de son influence pour dicter des lois aux patrons ou entrepreneurs, la commission du Luxembourg ne s'en sert que pour résoudre les difficultés par des arrangements amiables. Les chefs d'atelier savent mieux que personne si la commission procède par l'arbitraire ; mieux que personne ils sont en état d'apprécier les services que la commission a déjà rendus à l'industrie, et beaucoup d'entre eux sont bien convaincus que l'intervention conciliatrice de cette commission est aujourd'hui une des garanties les plus efficaces de la tranquillité de la capitale.

Chaque jour amène une conciliation nouvelle. Hier, la commission a mis fin au différend qui existait entre les patrons et les ouvriers de l'industrie des papiers peints, et aujourd'hui le travail a repris dans tous les ateliers de Paris. Nous donnons ici le texte de la convention qui a été signée, séance tenante, entre les six délégués représentant les intérêts opposés, et nous signalons un curieux incident qui fait le plus grand honneur à la générosité de sentiments des deux parties.

Quand il s'est agi de la nomination du président du comité des douze, un délégué des ouvriers a proposé de choisir ce président parmi les patrons et de le faire désigner par les représentants des ouvriers.

Les délégués des fabricants, à leur tour, ne voulant pas que la majorité fût acquise aux patrons, ont aussitôt repoussé cette offre délicate, en demandant que le président fût pris parmi les personnes complètement désintéressées.

Alors les ouvriers et les maîtres ont spontanément déferé la présidence au secrétaire même de la commission, qui s'est refusé tout en exprimant ses remerciements sincères pour ce témoignage de confiance, et qui a lui-même proposé de laisser au comité le soin de désigner le président. Il a seulement consenti à ce que la commission intervint pour déterminer le choix dans le cas où les parties ne pourraient parvenir à s'entendre.

Voici le procès-verbal de cette séance :

Entre les délégués des patrons et des ouvriers de l'industrie des papiers peints, réunis au Luxembourg le 31 mars 1848, sous la présidence du secrétaire général de la Commission de Gouvernement pour les Travaux, a été amiablement convenu à la satisfaction de toutes les parties :

Il sera nommé une commission chargée de préparer les bases d'une conciliation à opérer entre les ouvriers et les patrons.

Cette commission sera composée de six délégués des ouvriers. Cette commission choisira, en dehors de son sein, un président qui aura droit de vote pour départager les avis et amener une décision.

Si la commission des ouvriers et des patrons ne peut s'entendre pour le choix du président, ce président sera désigné par la commission du Luxembourg, ainsi que les délégués présents l'ont demandé.

La commission des douze membres dont il vient d'être parlé préparera les bases d'un tarif pour le prix des

façons et des salaires, et aura à proposer toutes les mesures qu'elle jugera avantageuses dans l'intérêt des patrons et des ouvriers.

Sa mission spéciale sera d'amener la conciliation amiable de tous les intérêts différents, et de mettre fin à tous les dissentiments qui existent aujourd'hui entre les patrons et les ouvriers.

Approuvé par les six délégués présents.

(*Survent les signatures.*)

Enfin, aujourd'hui même, une autre conciliation a eu lieu entre les maîtres et les ouvriers paveurs représentés par leurs délégués.

Les maîtres paveurs avaient écrit à la commission qu'ils acceptaient d'avance tout ce qu'elle croirait devoir faire. Mais la commission n'a point voulu user de ce plein pouvoir donné par écrit ; elle a appelé les délégués des deux parties, qui se sont entendus à l'amiable et qui ont signé d'un commun accord le traité dont ils ont eux-mêmes précisé les termes et les conditions.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DE PARIS.

ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE LA GARDE NATIONALE A CHEVAL.

Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris.

Vu le décret rendu par le Gouvernement, à la date du 18 présent mois, et portant que les élections de la garde nationale de Paris et de la banlieue commenceront le 5 avril prochain ;

Vu le décret du 15 du courant qui détermine les règles à suivre pour ces opérations ;

Vu l'ordonnance constitutive de la légion de cavalerie ;

Attendu qu'il convient de fixer le lieu de réunion de chacun des six escadrons de ladite légion, pour les diverses élections qu'ils ont à faire ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les gardes nationaux formant les six escadrons de la légion de cavalerie sont convoqués le 5 avril prochain, au manège Leblanc, faubourg Montmartre, 42, pour l'élection du colonel et du porte-étendard.

Art. 2. Il sera procédé le 6 avril à l'élection de trois chefs d'escadrons et des trois capitaines d'état-major.

Savoir :

Les 1^{er} et 2^e escadrons, au manège Fitté, rue de la

Chaussée-d'Antin 49 ;

Les 3^e et 4^e escadrons, au manège Leblanc, faubourg

Montmartre ;

Les 5^e et 6^e escadrons, salle Saint-Jean, à l'hôtel de

ville ;

Art. 3. Les élections d'officiers, sous-officiers et brigadiers auront lieu le 7 avril, dans les six escadrons qui se réuniront à cet effet,

Savoir :

Le 1^{er} escadron, au manège Fitté (1^{re} section) ;

Le 2^e escadron, au manège Fitté (2^e section) ;

Le 3^e escadron, au manège Leblanc (1^{re} section) ;

Le 4^e escadron, au manège Leblanc (2^e section) ;

Le 5^e escadron, salle Saint-Jean, hôtel de Ville (1^{re}

section) ;

Le 6^e escadron, salle Saint-Jean, hôtel de Ville (2^e

section) ;

Art. 4. Il sera adressé à chacun des gardes nationaux composant la légion une lettre de convocation qu'il devra présenter pour obtenir l'entrée dans la salle d'élection de l'escadron dont il fait partie.

Fait à Paris, le 27 mars 1848.

Signé : ARMAND MARRAST.

COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

Séance du dimanche 2 avril. — La séance est ouverte à huit heures du matin, sous la présidence provisoire du citoyen Longepied. L'ordre du jour est l'élection du bureau définitif. Le scrutin dépouillé donne pour résultat la composition suivante de ce bureau : les citoyens Hubert, président ; Deplanque, vice-président ; Gadon, Delaire, Lebon, Longepied, Sobrier, Cabaigne, Laugier.

Afin de donner au public des clubs et des corporations ouvrières une connaissance exacte des travaux du comité révolutionnaire, l'assemblée décide que la *Commune de Paris, moniteur des clubs*, sera considérée comme le journal officiel du comité, pour tout ce que ce journal pourra publier de relatif à ses délibérations.

Compte rendu des Clubs.

Nous avons reçu trop tard pour l'insérer hier la lettre du citoyen Blanqui ; nous la donnons aujourd'hui.

« Monsieur le Rédacteur,

« Une pièce infâme a paru dans la *Gazette des Tribunaux*. J'y suis désigné d'une manière aussi claire que si mon nom y était articulé, bien qu'il ne le soit pas.

« Cette pièce est fabriquée par des ennemis indignes qui se cachent et que je vais démasquer.

« Si vous publiez la pièce, je vous prie, monsieur le rédacteur, d'y joindre le présent billet, afin que le public connaisse la réponse en même temps que l'attaque.

« Paris, ce 1^{er} avril 1848. »

« L.-A. BLANQUI.

SEANCE DE LA SOCIÉTÉ RÉPUBLICAINE.

Présidence du citoyen Blanqui.

Ce soir, on s'attendait à une séance fort orageuse dans l'enceinte du Conservatoire, où se tient le club de la *Société républicaine*.

On avait lu dans la *Gazette des Tribunaux* du matin un document que nous publions ci-dessous.

A huit heures et demie, après une heure d'attente, la séance du club a été ouverte.

Le président, le citoyen Blanqui, est venu déclarer, et cela, il faut le dire, avec un certain embarras, que la *Gazette des Tribunaux* avait publié une note infâme

Arriva le 12 mai. Voici les motifs qui nous engagèrent à agir. En premier lieu, la crise ministérielle, qui produisait un mécontentement général. Si le ministère avait été formé le jeudi, nous n'aurions pas pris les armes le dimanche; nous comptions aussi sur les souffrances du commerce. D'un autre côté, les Montagnards menaçaient de dissoudre la Société par leurs intrigues; enfin, il y avait parmi les nôtres un cri général et irrésistible de combat.

Le moment était bien choisi: la bourgeoisie était désaffectionnée. Si nous avions pu tenir vingt-quatre heures, nous regardions le gouvernement comme perdu. Nous avons précipité l'action, de peur que le ministère ne parût. Nous étions dans la nécessité d'agir pour éviter de nous dissoudre. Quant aux préparatifs, nous avions renoncé à faire des munitions en masse; nous trouvions plus prudent de les fabriquer en détail. Nous pensions de cette manière éviter les investigations de la police.

25 octobre 1859.

Le 12 mai, des gens étrangers à la Société se sont joints à nous en assez grand nombre. Un de nos motifs d'espoir, c'est que nous regardions la classe ouvrière comme mécontente, et la population en général comme désaffectionnée. La bourgeoisie nous semblait molle et disposée à laisser faire. Il s'est joint à nous plus de monde que je ne croyais. La plupart des gens arrêtés étaient étrangers à l'association. Un cinquième à peine lui appartenait. Sur les accusés de la première catégorie, il n'y avait guère qu'un tiers de sociétaires: 650 hommes environ sont venus au rendez-vous. Il y avait toujours en moyenne de 25 à 50 absents, et on peut porter à 200 le nombre de ceux qui ne venaient pas pour diverses causes. On a perdu un temps précieux à enfoncer la porte de Lepage: ça été une des causes du mauvais succès.

Nous n'avions pas de fusils dans la Société. Nous possédions environ 3,000 cartouches, soit de guerre, soit de chasse. Le plan était très-simple. Nous comptions nous armer avec les fusils de Lepage, marcher sur la préfecture, l'occuper, garder et barricader les ponts, établir une espèce de camp retranché, de quartier général, à la préfecture, faire de la Cité le centre de l'insurrection, et pousser de là des colonnes dans les diverses directions. Au premier moment de la prise d'armes, il s'est présenté 850 hommes; 250 hommes au moins ont quitté pendant les trois quarts d'heure qu'a duré l'attaque de la boutique de Lepage.

Nous avons recruté dans la population un nombre de combattants au moins égal au nôtre. S'il y avait eu des armes, il y aurait eu bien plus de combattants. L'attaque de la préfecture a échoué par défaut d'ordre: on avait mêlé deux espèces de cartouches, celles de guerre et celles de chasse; il s'en est suivi, quand il a fallu en faire usage, beaucoup de désordre et de trouble. Barbès est parti de la rue Quincampoix avec quarante hommes en avant du gros de la troupe; il n'a pas été suivi. Après l'attaque du poste de l'Horloge, il n'a su que faire: le corps principal était resté sur la place du Châtelet. Barbès est venu le rejoindre par le pont au Change. Alors on changea de plan. L'attaque de la préfecture avait échoué; on songea à attaquer l'hôtel de ville. Je me trouvais sur la place du Châtelet; nous éprouvions des désertions. La colonne attaqua successivement le poste de l'hôtel de ville, la septième mairie, puis la sixième. C'est alors qu'on créa des barricades. La colonne se sépara, et l'affaire fut perdue. Au Conservatoire, les chances étaient bonnes; nous comptions six ou sept cents hommes armés. Deux heures de combat leur avaient donné l'ordre et la confiance. Si la colonne avait rencontré un régiment, elle l'aurait enfoncé. C'est la vieille habitude des barricades qui l'a emporté. Elle a dissous la colonne. Nos hommes se battaient derrière les barricades avec beaucoup de sang-froid et d'indifférence. Ils attendaient chacun à leur poste et sans s'émouvoir.

Il y a deux catégories dans le parti républicain: ceux qui se battent et ceux qui ne se battent pas. La première catégorie se compose presque entièrement d'ouvriers. Tout ce qui a des habits ne se bat guère; le nombre des hommes à habit qui se mêlent d'insurrection est très-petit. La grande majorité fait des journaux et attend. Si le mouvement avait réussi, il aurait été, après le succès, dirigé par d'autres que nous. Nous le savions bien: nous étions convaincus que bien des gens se présenteraient après la victoire, et que nous ne manquerions pas d'hommes pour prendre le pouvoir. Nous n'avions pas nous-mêmes assez de notabilités; on n'avait pas désigné d'avance les membres du gouvernement. Cela se serait fait de soi seul. Les noms connus se seraient emparés de l'autorité. La Société n'avait pas de relations avec les gens haut placés. Les hommes qui passent pour têtes de colonne se gardent de tout contact avec les hommes d'action; ils leur font même une opposition qu'ils n'osent pas rendre vive; mais nos allures leur déplaisent fort. Je n'ai pas eu de rapports avec Cavaignac, Guinand et ses autres amis depuis l'évasion de Sainte-Pélagie.

L'organisation a survécu au 12 mai. La majeure partie des membres de la Société est en liberté. Il y avait dans les Familles beaucoup d'étudiants; mais ce sont de mauvais soldats, bavards, plus indiscrets que les ouvriers. Dans les Saisons, tout était ouvrier. Les Familles avaient eu de nombreux rapports avec l'armée; les Saisons n'en avaient pas. On avait reconnu que c'était un abus: on n'a jamais dans l'armée que des hommes isolés. Ils ne peuvent pas venir au rendez-vous du combat en uniforme. S'ils sont un peu nombreux, ils compromettent. Ces affiliations ne servent à rien: le soldat dans les rangs est obligé de faire comme ses camarades. Il faut compter sur les sympathies républicaines dans l'armée pour le cas d'événements; mais c'est une faute d'y recruter pour les sociétés secrètes.

Nous n'avions pas non plus de rapports avec les départements; cela nous semblait tout-à-fait inutile. Le mouvement du 12 mai n'a été décidé que huit jours avant d'éclater. La lettre adressée à Barbès, et citée dans la procédure de la chambre des pairs, ne signifie rien. Barbès m'avait proposé de fonder un journal à Montpellier. Cette proposition n'eut pas de suite, parce que les fondateurs républicains de ce journal ne voulaient pas d'un rédacteur de Paris.

Le 12 mai a produit deux effets contraires: d'abord il a ébranlé et découragé; cet effet a duré pendant le premier mois. Puis il y a eu réaction: l'exemple d'une attaque aussi audacieuse a monté les esprits; on a

ternes, et n'avait presque plus de consistance. L'amnistie rendit aux chefs leur liberté. Ils résolurent sur-le-champ de recommencer, et se remirent à l'œuvre sans perdre un instant. C'étaient Raisant, Lamieussens, Martin Bernard et moi. Raisant avait une certaine influence à cause de sa fortune; il avait sept à huit mille francs de rente. La lutte s'engagea aussitôt avec les chefs subalternes qui s'étaient emparés de la Société des Familles, Baudin, Villecoq, Seigneurgent, Voiturier, Carmon, Fouberteau, Bastel, etc. Ces gens-là étaient placés sous le patronage de Deschapelles, dont ils allaient manger les diners. Nous étions en hostilité sourde avec les hommes du National. C'est alors que je pris pour la société nouvelle le cadre des Saisons. L'organisation est connue. La société se développa rapidement; les soldats des Familles rentrèrent dans les Saisons. L'organisation fut commencée en juin 1857.

Au commencement de 1858, on comptait 6 à 700 hommes. Le premier objet dont on s'occupa fut la confection des cartouches. Vous vous rappelez la saisie de 18 livres de poudre chez Danguy, imprimeur. Raisant avait fourni l'argent pour acheter cette poudre. Un des sociétaires la remit dans la rue à Lamieussens; celui-ci la porta chez Teissier, son compatriote et son ami, employé dans les bureaux de la préfecture de police. Danguy fut chargé d'aller la chercher chez Teissier: celui-ci nous avait livrés.

Depuis 1853, il n'y a pas eu dans les sociétés de complot contre la vie du roi: je les avais tous supprimés. Ce n'était pas par intérêt pour le roi: je lui faisais la guerre, et je n'aurais pas été fâché qu'il fût atteint d'un coup de fusil; mais je regardais l'exécution comme impossible. Je ne comprends même pas comment le complot de Fieschi, conduit par des hommes aussi dénués d'intelligence, a pu être mené à fin. Le complot de mademoiselle Grouvelle m'a toujours paru une niaiserie: je le connaissais depuis six mois; la police ne pouvait pas l'ignorer. J'ai toujours fait repousser les propositions de ce genre qui nous ont été adressées, les regardant comme de pures folies. Nous n'avons pas eu connaissance du projet d'Anbaud. C'était une affaire tout à fait isolée. L'assassinat ne peut pas être l'objet d'un complot. Il n'y a de chance de succès que pour les tentatives faites par un seul fanatique sans complices. Les essais de tir à la cible qui ont eu lieu chez moi n'avaient pas pour but de mauvais desseins contre la personne du roi; nous voulions essayer des fusils de chasse pour voir quelle serait leur portée dans un combat. J'ai reconnu dans ces épreuves qu'il fallait faire cent trente cartouches par livre de poudre et employer des balles de vingt-six à la livre.

Le caractère le plus remarquable dans toutes les sociétés, c'est Raisant. C'est un homme en apparence d'un dévouement modeste, ce qui lui donne de l'influence; mais il a une influence sans limite; il sait admirablement cacher son jeu; il est méchant et très-féroce, et quoi qu'on en dise, en général nous ne le sommes pas. Raisant ne sait pas parler; aussi n'avait-il pas d'influence comme capacité, mais seulement comme moralité. On le regardait comme le lieutenant de Lamieussens; il en était ulcéré.

Martin Bernard est intelligent, doux, brave garçon, très-actif, fort capable d'organisation.

Barbès est rempli de bravoure: c'est un homme résolu dans l'action, mais qui n'est pas dangereux. Il n'est pas organisateur, il ne connaît pas les hommes, et ne sait pas prendre d'empire sur eux: c'est un instrument énergique, ce n'est pas un chef. Il est du reste spiritualiste décidé, ce que la plupart d'entre nous ne sommes pas. Il a été en partie la cause de notre échec du 12 mai. Il ne s'est pas battu comme un chef, mais comme un soldat.

Lamieussens est Gascon, adroit, délié, ambitieux, mais d'une ambition moins vaste que celle de Raisant. Il s'est attaché à Barbès à cause de la position sociale de celui-ci. Il s'attachait à tous ceux qui avaient plus de fortune que les autres et une meilleure situation. Du reste, il est essentiellement organisateur. Les hostilités commencèrent bientôt à éclater entre Raisant et Lamieussens. Martin Bernard, qui l'avait d'abord attaqué, chercha plus tard à le défendre; mais lui et moi fûmes obligés d'y renoncer, tant Lamieussens était soupçonné et devenu impopulaire. Lamieussens fut forcé de se retirer en mai 1853. De formelles tentatives furent faites pour réorganiser une fabrique de cartouches; c'est alors que Raban parut parmi nous: il fut introduit par Raisant, qui voulait s'en servir pour dominer le comité.

Raban est un homme étourdi, impérieux, compromettant. Il fut saisi, et il était impossible qu'il ne le fût pas. Vous me parlez de Dubosc; il ne se souciait pas d'entrer dans l'association, mais il se mettait à ma disposition pour se battre. Lamieussens a été accusé, mais à tort, d'avoir vendu l'affaire Raban. De sa prison de Sainte-Pélagie, Raisant troublait l'association par de continuelles intrigues. Le gouvernement, en l'envoyant à Doullens, rendit la vie à l'association. L'organisation fut remaniée; on s'occupa de recrutement d'octobre 1858 jusqu'en février 1859. A cette époque, Lamieussens voyageait; mais ses voyages n'avaient aucun but politique.

La Société n'a été pour rien dans les émeutes d'avril, aux abords de la chambre des députés et à la rue Saint-Denis.

Notre calcul était de ne pas bouger et d'éclater tout à coup. Les émeutes d'avril étaient spontanées, telles que celles de 1831; aussi n'avaient-elles pas de consistance. Quant à nous, en mars 1859, nous comptions huit cent cinquante hommes. Les émeutes d'avril donnèrent naissance à une autre société parallèle à la nôtre: l'effervescence du public réveilla quelques anciens meneurs qui formèrent la société des Montagnards. C'était une véritable anarchie. Les meneurs étaient nombreux, et ils étaient tous soldats. Tout se bornait à vingt ou vingt-cinq criards: Pornin, Vachez et autres. Ils allaient répétant sans cesse: « Nous marcherons demain, nous marcherons tel jour; » et ils ne paraissaient jamais, parce qu'ils n'avaient pas de monde derrière eux. Ils faisaient à merveille les affaires du gouvernement. Ils ébranlaient nos Saisons par leurs ennuies, répétant sans cesse que nous étions exclusifs, que nous ne voulions pas nous fusionner avec eux, que nous ne voulions pas agir. Ils mirent en désordre le quartier Saint-Antoine: il fallut les dissoudre.

dont les termes sont tellement transparents qu'il reconnaît qu'ils s'appliquent à lui; qu'il avait l'intention de la combattre; que pour le faire, il lui fallait un numéro du *Moniteur* de 1840 et un numéro de la *Reforme* de décembre 1844; qu'il s'agissait pour lui de rien moins que de faire des révélations qui terniraient la réputation de quelques membres du Gouvernement provisoire, et qu'enfin il allait céder le fauteuil au vice-président, afin de recueillir plusieurs renseignements.

En effet, il s'est retiré dans le fond de la salle, et là il a eu quelques entretiens avec plusieurs personnes.

On s'attendait généralement à ce que le citoyen Blanqui prit la parole avant la fin de la séance; mais on a été désappointé.

Voici maintenant ce qu'on lit dans la *Gazette des Tribunaux*:

« Sous le titre: *Revue rétrospective*, M. J. Taschereau vient de publier (1) la première livraison d'un recueil qui est destiné à produire une vive sensation.

Voici la préface:

« J'ai toujours aimé les documents historiques et les autographes curieux, et je dois reconnaître que les révolutions ont merveilleusement servi cette passion, cette manie, si l'on veut. Après 1850, j'ai fait paraître sous le titre de *Revue rétrospective*, un recueil auquel les événements qui venaient de s'accomplir fournirent un contingent assez intéressant pour contribuer à valoir à cette collection une place dans les bibliothèques. Février 1848 ne m'ayant pas moins bien partagé, je reprends aujourd'hui cette publication interrompue.

« Dès le *Moniteur universel* a inséré un *Rapport* de M. Boucley à l'ex-ministre Hébert sur des détournements commis dans des bibliothèques publiques. Ce document faisait partie d'une liasse où se trouvaient également les pièces renfermées dans la livraison que nous publions aujourd'hui. Ces papiers ont été, pendant le combat, enlevés du cabinet du secrétaire de M. Guizot. Quelques-uns sont tombés entre mes mains: je ne les regarde pas comme ma propriété. Le rapport si honorable du chef du dernier parquet a été déposé aux archives du ministère de l'instruction publique. Je déposerai également aux archives des départements ministériels qu'elles pourront intéresser, et immédiatement après leur impression, les pièces qui me restent à publier.

« En procédant ainsi, j'aurai la confiance de concilier les droits du gouvernement avec les intérêts de l'histoire comme avec les garanties de la défense que voudraient faire entendre les personnages qui se succéderont dans cette galerie. J. TASCHEREAU. »

Nous lisons ensuite deux documents qui se rapportent, l'un à l'insurrection du 12 mai, l'autre au procès des *Lettres du roi*.

Voici la première de ces pièces avec la note dont l'auteur de la *Revue* l'a fait précéder.

Affaire du 12 mai 1859 (1).

Le document que l'on va lire porte pour titre: *Déclarations faites par *** devant le ministre de l'intérieur*. Comme ce document n'est pas signé, nous ne nous croyons pas suffisamment autorisé à reproduire ici un nom qui n'est pas laissé en blanc sur la pièce que nous avons sous les yeux.

Les citoyens qui ont figuré dans cette affaire, et qui seuls pouvaient en avoir le secret ici révélé, verront s'ils ont à se livrer aux investigations et aux recherches nécessaires pour savoir à qui doit incomber la responsabilité de ces révélations. Ce n'est pas notre affaire.

C'est pour nous, ce sera pour nos lecteurs une page curieuse d'histoire contemporaine, quel que soit le nom dont on doive la signer.

22 octobre 1859.

L'origine de la Société des Familles remonte à juin 1853; elle a pris naissance pendant le procès des défenseurs des accusés d'avril. C'est moi qui en ai été le créateur. Elle prit un développement rapide dans les derniers mois de 1853. La moyenne des introductions était d'environ deux cents par mois. Le nombre commença à diminuer en février 1856; la première ardeur était calmée. Pépin était membre de cette société; il n'y a pas exercé de rôle actif: il n'y a fait recevoir qu'une seule personne. J'avais peu de rapports avec lui: je me rappelle cependant un fait remarquable.

Le 28 juillet, jour de l'attentat de Fieschi, Pépin vint à moi, à onze heures et demie, sur la place de l'Estrapade et me frappa sur l'épaule: « Il va y avoir un grand coup, me dit-il; on va tirer sur le roi: il y a une machine qui doit lancer beaucoup de projectiles. » Je lui répondis qu'il fallait prendre garde; qu'on pouvait bien s'exposer à tuer des innocents, des gens qui n'étaient pas de la revue; que cela ferait mauvais effet. Il ne me donna aucun détail; je ne pris pas du reste ses paroles au sérieux, je n'étais au courant de rien de semblable. Pépin me demanda de mettre la société sous les armes. Je lui répondis que le temps manquait, qu'on ne pouvait pas ainsi, en un moment, organiser une prise d'armes. Après avoir quitté Pépin, j'allai chez Barbès, qui ne savait rien. L'instruction de la chambre des pairs s'est trompée sur ce point. Ce qui montre que j'ignorais l'attentat, c'est que j'envoyai ce jour-là sur le boulevard, pour voir la revue, mon enfant avec sa nourrice.

Le premier incident qui marque ensuite dans la Société des Familles, c'est le procès de la rue de Lourcine. A cette époque, il était entré à peu près douze cents hommes dans l'association; mais l'effectif prescrit n'était que d'environ sept cent cinquante. Il n'a jamais existé de listes de sociétés; la justice s'est trompée lorsqu'elle a cru avoir saisi chez moi des listes de sociétaires: ce n'était que des listes de personnes présentées, et dont je m'occupais de régler l'admission. Vous connaissez l'organisation des Familles; elle était formée par groupes de cinq personnes. Le 4 septembre 1856, il devait y avoir un coup de main: les ordres furent donnés; mais la tentative échoua. Personne ne vint au rendez-vous. Les chefs ne purent réunir qu'un très-petit nombre de soldats.

A cette époque, l'association, privée de ses chefs qui étaient dans les prisons, tomba dans des mains subal-

(1) Déposé par nous aux archives du ministère de l'intérieur.

pensé qu'en évitant les fautes du 12 mai, et en profitant de l'expérience, on pourrait avoir meilleur succès.

Après six semaines, l'association a repris son élan; il y a eu dans une partie de la population disposition à s'engager dans l'association. On attribuait l'échec au manque d'ordre et de discipline. Mais il n'y avait plus de chefs, rien que des chefs secondaires, des ouvriers. Mais les ouvriers n'obéissent qu'aux hommes à habit. L'organisation était très-mauvaise; l'autorité tomba entre les mains des anciens chefs de mois. Alors on s'adressa à moi; je conseillai de conserver l'ancienne dénomination. Il y avait alors 500 sociétaires présents. C'était après le procès, dans les derniers jours de juillet; l'anarchie était extrême. Vous avez bien fait d'épargner la vie de Barbès. Si Barbès avait péri, l'exaspération aurait passé toutes les bornes; il y aurait eu certainement des paires assassinés. Il n'y serait pas résulté d'attentats contre la vie du roi, parce que l'opinion est établie que le roi est trop bien gardé, et que chercher à lui faire un mauvais parti, c'est perdre son temps et compromettre les siens. Mais les vengeances contre les pairs n'auraient pas eu de terme. Malgré la grâce de Barbès, l'idée est restée de faire la guerre. Nous comptons sur le mécontentement de la population; je l'attribue à deux causes. D'abord à ce qu'il n'y a pas eu de guerre, à l'absence de dignité dans la politique extérieure; — en second lieu, à l'encombrement des ateliers, à la lutte du travail contre les capitaux.

C'est à la fin de juillet que j'ai repris le commandement. Je cherchais à faire cesser les tiraillements, à mettre de l'ordre dans la Société. Le gouvernement, dans son intérêt, a fait trop d'arrestations; c'est une faute. Beaucoup de gens qui n'avaient rien fait quand on les a arrêtés, sortent de prison pour entrer dans les associations: les prisons sont des foyers de conspiration.

Il y avait dans l'ancienne Société dix Saisons, et par conséquent dix printemps. Plusieurs Saisons ont été dissoutes après le 12 mai.

1^{re} groupe. Pour chef, Geoffroy, cambreur. — Geoffroy a été accusé de rapports avec la police, menacé de jugement et abandonné. Son détachement a été détruit; il était de 56 ou 57 hommes.

2^e groupe, dit des cambreurs, dissous après le 12.

3^e groupe. Des charpentiers, dissous également à la suite de mai. — 60 hommes; 13 à 20 reversés dans d'autres groupes. Le chef, nommé Hilderet, a disparu.

4^e groupe. Des tailleurs. Il survit. Pour chef Avon. — 75 à 80 hommes.

5^e groupe. Celui que commandait Nettré, tué en mai. Il commandait à 90 hommes. Dissous à la suite de mai. Sur les trois juillet de ce groupe, deux que l'on nommait Antoine et Joseph se sont retirés.

6^e groupe, mélange de gens de toute sorte du faubourg Saint-Germain, quartier Mazarin, commandé par un portier nommé Jean, homme d'anarchie et de désorganisation, qui a amené la dissolution du groupe.

7^e groupe. De cordonniers et de tailleurs. Dissous. Le chef est à Sainte-Pélagie; il ne s'est pas battu en mai.

8^e groupe. Des cuisiniers. 50 à 55 hommes, très-braves. Il a pour chef Gorat.

9^e groupe. Des serruriers. 20 hommes, gens criards, insoumis, raisonneurs. Pour chef Chéry.

10^e groupe. Des chapeliers. Ils avaient pour chef Ferrari, qui a été tué en mai. Il avait 80 hommes; aujourd'hui il en a 100. Il a pour chef Deschamps. C'était un juillet avant le 12 mai.

Dans le faubourg du Temple il s'est formé, sur la lisière du faubourg Saint-Antoine, un groupe de 150 hommes qui a rallié beaucoup d'hommes des divers autres groupes. Lionne est le chef. Hippolyte commande aujourd'hui au groupe ce cordonniers de 100 hommes; il ne s'est pas battu en mai; cependant il conserve le commandement. Boivin commande un groupe de 50 à 54 hommes. Le quartier Saint-Antoine est raisonneur, anarchiste; il avait été dissous avant le 12 mai; il a été réorganisé par les soins de Jony, ébéniste. Ce groupe est isolé; il se compose de 140 à 150 hommes. Il est en l'air; il n'a pas de rapports avec l'association. Jony a sous ses ordres Langlois, Scarguète, Dupuis, jeune homme assez ambitieux. Tous les chefs sont sous la direction de deux individus: Napoléon Bazin, cuisinier (on ne l'appelle jamais que Napoléon), qui a sous ses ordres Ason, Boivin, Gorat, Chéri et David, employé à la Bourse, beau garçon de 26 à 27 ans. Il commande à tout le reste, sauf le faubourg Saint-Antoine. Ce sont deux hommes médiocres, mais très-braves. Napoléon est dans la misère; c'est un franc et loyal garçon; il lit mal; il fait des cuirs en lisant les ordres du jour; cela déplaît aux ouvriers; il est bon organisateur. David est un peu monsieur; il a des prétentions, mais il n'est pas très-capable. Sa division est la plus forte.

Je parle au dernier lieu de Lamieussens; il n'a pas pris part au 12 mai, parce qu'on l'avait forcé de se retirer de l'association. C'est le plus grand organisateur avec Martin Bernard. J'ai pensé à lui pour la direction. Sans lui la Société ne pouvait se soutenir. David et surtout Hippolyte lui étaient très-opposés; mais ils ont fini par consentir à son admission. Cela s'est passé très-récemment. Lamieussens est sur un pied d'égalité avec les deux autres; dans le foud, c'est la seule forte tête, la seule capable de commander; sa présence ralliera immédiatement le faubourg Saint-Antoine, où il a beaucoup d'influence; il ralliera aussi la majeure partie des groupes dispersés. Le principal lieutenant de Lamieussens est Bonnefaut, homme assez intelligent. Les gens de David font une hostilité sourde à Lamieussens. Ce que le gouvernement a à craindre, c'est l'union de divers chefs. Il y a un moyen de l'empêcher; il faudrait lâcher au milieu de la Société, Raisant et Raban, qui doivent sortir de prison au mois d'avril prochain.

Dans tout cela, il n'y a pas de projet d'attentat contre le roi. Ce n'est pas, comme de raison, que nous lui portions intérêt; mais remarquons deux motifs: d'abord nous le croyons bien gardé, et le succès ne paraît pas possible; en second lieu, le gouvernement est aujourd'hui assez affermi pour que le duc d'Orléans succède à son père: il serait donc inutile de tuer le roi; on s'exposerait, sans résultat, à jeter l'odieux sur le parti: il n'y a donc qu'un mouvement insurrectionnel qui puisse amener la chute du gouvernement.

24 octobre 1850.

Les bonapartistes ont fait beaucoup de tentatives auprès de la Société, mais elles ont toutes échoué. Ce n'est pas qu'il n'y ait beaucoup de bonapartistes parmi les ouvriers, même parmi les jeunes. Les idées de gloire et les souvenirs de l'empire agissent sur les associations; mais cette classe d'ouvriers n'entre pas dans les associations. Elle n'a pas d'idées et ne se mêle pas de politique. Les républicains ne veulent pas de l'alliance bonapartiste. Il y a eu, pour amener cette alliance, des essais infructueux faits par un nommé Châtelain, maître bottier de la rue Croix-des-Petits-Champs: il a été conspué et mis à la porte. Un tourneur de chaises du quartier du faubourg Montmartre s'est aussi occupé de la même affaire, ainsi que son fils: ils n'ont pas mieux réussi que Châtelain. Il n'y a pas à craindre dans le peuple d'associations bonapartistes.

La haine du bonapartisme est aussi grande chez les républicains que celle de la royauté de juillet.

Rien n'est aussi difficile à manier et à gouverner que les hommes du peuple; il faut une attitude spéciale pour faire quelque chose de durable et de soutenu en matière d'association. Les hommes qui peuvent réussir dans cette entreprise sont rares; il leur faut de la discrétion, de la modestie, une grande connaissance des hommes; il faut qu'ils évitent les grands airs de commandement; qu'ils mettent dans toute leur conduite beaucoup de retenue et de prudence. Beaucoup de ceux qui essaient de diriger les associations se coulent en très-peu de jours: c'est un métier très-ingrat. Arago fils n'était pas dans l'affaire; c'est un bavard qui n'est pas à craindre, il n'entend rien à la politique.

Ce sont les meneurs subalternes, tels que Fonberneau et les autres nommés hier, qui, par jalousie des Saisons, ont fait le *Moniteur républicain*. L'apparition du premier numéro m'a étonné. Même parmi ces hommes-là, il n'y a pas de gens pour faire un attentat contre le roi. Villecoq, qui est un des leurs, est un homme d'une vie méprisable, de mauvaises et sales affaires.

Il y avait très-peu d'argent dans les Saisons; les cotisations avaient été supprimées, toute collecte était interdite. Aujourd'hui les munitions manquent complètement; c'est dans les munitions qu'est la grande difficulté; le matériel est encore plus difficile à organiser que le personnel. On achète la poudre en détail; mais il n'est pas facile de fabriquer un nombre de cartouches un peu considérable.

Dans les familles, il y avait de nombreux rapports avec les régiments, notamment avec les 6^e, 20^e, 22^e et 56^e de ligne, 1^{er}, 5^e et 6^e léger; c'est surtout dans le 22^e de ligne que les relations étaient étendues.

Voici quel était le projet de fuite de B...: il avait accepté de réorganiser la Société, mais il voulait s'en aller une fois l'organisation faite.

Il se proposait d'aller en Suisse, dans le canton du Tessin; après deux ou trois mois passés en Suisse, il aurait perdu toute direction; on ne se serait plus soumis à lui demander le mot d'ordre.

On a des projets pour 1840. C'est une époque; on est buté dans les sociétés sur cette idée-là; mais les sociétés ne pourront être en mesure, au moins pour le commencement de l'année: Depuis les dernières mesures prises par la police, le matériel est beaucoup plus difficile à acquérir qu'auparavant.

Ce n'est pas le samedi soir, 11 mai, qu'on a donné l'ordre aux chefs pour une revue. L'ordre a été transmis hiérarchiquement; chacun croyait qu'il ne s'agissait que de passer en revue sa saison, son mois ou sa semaine, comme cela se pratiquait souvent. On n'avait même pas l'idée d'une revue générale; à peine trois ou quatre savaient qu'on allait se battre.

Les montagnards subsistent toujours, mais avec leurs anciens défauts: ce sont les plus puissants auxiliaires du gouvernement.

Lamieussens est trop engagé pour reculer; il a de l'influence; il sera bientôt le seul chef. Cette situation lui fait illusion; il persistera dans la ligne qu'il a prise. Il est appuyé auprès des sociétaires par l'amitié de Barbès, dont le nom est aujourd'hui en grande odeur de sainteté.

La Société n'avait pas de rapports dans la garde nationale. L'idée de faire habiller des sociétaires en gardes nationaux n'a jamais existé. C'est une invention des montagnards. Ce projet aurait été absurde: il aurait fallu dépenser, pour acheter ces habits, un argent qu'on n'avait pas; et, de plus, l'invitation de revêtir les uniformes aurait été pour les hommes un signal de combat. Or, rien n'est possible sans un secret absolu. Si les hommes savent par avance qu'on doit se battre, toute chance de succès disparaît.

Une association nouvelle ne peut pas se former; la veine des hommes capables est épuisée. Le gouvernement n'a pas ce danger-là à craindre; son plus grand péril c'est une conspiration bonapartiste dans l'armée. Les bonapartistes profitent de la lutte que le gouvernement et la République ont soutenue l'un contre l'autre, et du mal qu'ils se sont fait réciproquement. L'avantage des bonapartistes c'est d'être neutres. Sous ce rapport, ils ont un grand tort de publier un journal. Ils se sont exposés à la discussion; ils ne peuvent pas lui résister. Ils sont trop percés à jour pour la supporter.

CLUB DE LA RÉPUBLIQUE NOUVELLE.

Président, le citoyen A. Barbès; vice-président, le citoyen Wolowski.

Nous voulons que la République et la liberté soient un même mot; nous voulons une République qui se fasse aimer et respecter de tous; qui ne se fasse craindre par personne, excepté par les ennemis de la patrie et des institutions.

Nous voulons une République qui soit le modèle des gouvernements modernes et non l'imitation des fautes et des malheurs d'un autre temps. — Nous en adoptons la gloire, nous en répudions les anarchies et les torts. — Aidez-nous à la fonder et à la défendre.

Ces paroles de Lamartine sont notre programme:

« Il n'y a pas dans la vie des peuples deux époques qui se ressemblent; l'histoire ne fait pas de plagiat. »

« De 89 jusqu'à ce jour, la lutte a été incessante. »

Tout à tour perdues et reprises, la Liberté et l'Égalité, après des fortunes diverses, ont enfin triomphé.

La Fraternité, oubliée dans la lutte, a reparu sur les barricades de 1848.

« Ces trois grands principes démocratiques sont irrévocablement conquis. — Il s'agit de les organiser. »

« Sympathie ardente pour le sort des classes laborieuses. — Répartition équitable des fruits du travail. »

« Réalisation des institutions républicaines par la justice et la morale, avec la garantie des droits sacrés de la propriété et de la famille. »

Tels sont nos sentiments, tel est notre but. — Que tous les citoyens qui partagent ces idées se joignent à nous.

Le Gouvernement provisoire s'est adressé à tous les hommes de liberté. Répondons à son appel et aidons-le fermement dans sa tâche glorieuse.

Vive la République!

(Séances au Palais-National les mardis, jeudis et samedis.)

Clubs des départements.

CLUBS RÉPUBLICAINS.

Le peuple sent partout le besoin de s'éclairer. Ce n'est pas en un jour, il est vrai, que son éducation politique peut être faite; raison de plus pour organiser les moyens de l'initier aux grandes choses qui sont devenues son domaine. L'institution des clubs est sans aucun doute un des meilleurs moyens d'arriver à ce but. La presse et la parole, tout doit fonctionner en même temps.

Dès les premiers jours de la Révolution les patriotes les plus zélés de Moulins ont fondé un club qui réunit, deux fois par semaine, plus de deux mille citoyens; nous apprenons avec plaisir que sur un grand nombre de points du département les clubs républicains s'organisent et établissent des règlements et un ordre de discussion qui donneront des garanties à tous. A Vichy, notamment, en trois jours 250 membres ont été inscrits; à la troisième séance on a procédé à l'élection des membres du bureau. Le citoyen Monteilh, dont les antécédents politiques sont bien connus, a été élu président à une immense majorité.

Les républicains régularisent en ce moment, à Moulins, l'organisation de leur club, et chaque séance offrira un enseignement excellent de la pratique des doctrines démocratiques.

— On nous apprend que le parti républicain du club des Ecoles de Toulouse a décidé, avant-hier soir, que les 225 députés satisfaits étonnés de figurer dans la chambre des représentants du peuple, seraient mis au ban de la République, et exclus conséquemment de la liste des candidats dans toute la France. Communication de cette décision a été faite sur le champ aux clubs des Droits de l'homme et de la Voix du Peuple, qui ont accueilli la motion avec des applaudissements frénétiques. Procès-verbal de la séance sera envoyé au commissaire du Gouvernement de la Haute-Garonne et à Paris.

« Un des hommes qui étaient dans notre ville, dit le *Patriote de Châlons-sur-Saône*, la personnification, la chair de la chair du système déchu, l'anti-démocrate le plus insolent des gens de l'ex-roi, le citoyen Vernier, a été, à Châlons-sur-Saône, promu le premier à un emploi supérieur dans la magistrature. Cet avancement, emporté par un républicain de quinzaine, ardent à la curée, a soulevé l'indignation publique. »

Le citoyen Clément Thomas, candidat au grade de colonel dans la 2^e légion de la garde nationale de Paris, a reçu du Gouvernement provisoire l'ordre de se rendre à Bordeaux, et il est parti sur-le-champ pour accomplir la mission qui lui était confiée. Cette absence, le Gouvernement provisoire en est persuadé, ne nuira pas à la candidature de cet excellent patriote, et elle sera au contraire pour lui un nouveau titre de recommandation auprès de tous les bons citoyens.

Le citoyen Charles Rouvenat est nommé commissaire près les douze mairies de Paris et les deux sous-préfectures de la banlieue pour y contrôler toutes les opérations relatives à l'exécution du décret concernant les élections de la garde nationale et les élections de l'Assemblée nationale, y donner les instructions et faire prendre les mesures nécessaires pour faciliter les inscriptions et en rendre au peuple l'accès le plus facile.

Faits divers.

— L'achat des épaulettes d'officier dans la garde nationale sera très-onéreux aux ouvriers qui auront l'honneur d'être appelés au commandement. Si l'Etat était assez riche, il donnerait sans doute à chaque officier les armes et les épaulettes; mais, à défaut de l'Etat, ne pourrait-on pas ouvrir dans chaque légion une souscription destinée à acheter les épaulettes de tous les officiers? Ce serait ainsi l'association entière qui ferait don à ses chefs des insignes de leur grade.

(La vraie République.)

Plusieurs clubs de gardes nationaux ont déjà pris cette louable détermination.

— Un journal, qui se dit *la voix des femmes*, demande sérieusement qu'elles soient toutes électrices et éligibles.

— Tous les journaux de la Suisse qui nous sont parvenus aujourd'hui reproduisent nos articles sur la *Société du Grutli*, club helvétique, et sont fiers de la belle et grande association de leurs compatriotes habitant Paris.

— Nous pourrions bien dire encore aux chers frères de Vaugirard deux ou trois mots peu agréables pour eux. Qu'ils se surveillent de très-près; c'est un avis charitable que nous leur donnons.

L'un des gérants, rédacteur en chef: CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiète, 2.